Vottem, camp de la honte, 13 ans déjà…,
JE NE L'ACCEPTE TOUJOURS PAS !

DIMANCHE 18 MARS 2012 RASSEMBLEMENT A LIEGE, PARC DE LA CITADELLE, RUE DES GLACIS, A 14 H ET MARCHE VERS LE CENTRE FERMÉ POUR ETRANGERS DE VOTTEM

En ces temps de crise où la xénophobie reprend vigueur, en ces temps surtout où les raisons de fuir la guerre, les persécutions, la misère, les catastrophes climatiques, ne font que s'intensifier à l'échelle de la planète, à nous de nous mobiliser pour une politique d'asile et d'immigration qui respecte les droits humains !

- ***pour dénoncer :***

les centres fermés pour étrangers, des prisons, où sont détenues des personnes qui n'ont commis aucun délit et les expulsions violentes qui se poursuivent quotidiennement

- ***pour revendiquer une véritable politique d'asile qui respecte les Droits Humains :***

3/4 des demandes d'asiles sont rejetées, renvoyant aux dictatures, à la guerre, à la misère, ceux qui les ont fuies. Il faut savoir que le demandeur d'asile est considéré a priori par l'Office des Etrangers comme « menteur »...
L'accord gouvernemental du gouvernement Di Rupo prévoit d'intensifier la politique dite de retour, c'est-à-dire en réalité d'expulsion. Ainsi une liste de pays « sûrs » restreindra encore le droit d'asile. La nouvelle Secrétaire d'Etat à l'asile et l'immigration, Maggie De Block réclame un budget supplémentaire pour faire fonctionner le nouveau centre 127 « tris » ou « Caracole » qui permettra d'augmenter le nombre d'enfermés et donc d'expulsions.

- ***pour témoigner notre solidarité envers les Sans Papiers*** :

Aujourd'hui un grand nombre de personnes qui avaient introduit un dossier de régularisation lors de l'instruction de 2009 reçoivent une réponse négative qui les renvoie à la clandestinité et à l'exploitation, alors qu'en 2010 les réponses positives avaient donné espoir... Des personnes vivant ici depuis de longues années se voient refuser la régularisation parce que le document d'identification délivré par leur ambassade n'est pas jugé conforme, ou parce que le salaire prévu dans le contrat de travail est inférieur de quelques euros à ce qui a été prévu par exemple...

- ***pour une autre politique d'immigration :***

une politique restrictive entraîne la clandestinité, qui génère presque toujours une exploitation, dont profitent des secteurs importants de notre économie : agriculture, construction, Horeca, textile, nettoyage, …
Face à cet esclavage moderne, l'opération de régularisation menée du 15 septembre au 15 décembre 2009 (sur base notamment de l'« ancrage local durable »), a été trop restrictive. C'est pourquoi nous revendiquons une commission permanente de régularisation.

A l'initiative du CRACPE, *Collectif de Résistance Aux Centres Pour Etrangers*
B.P. 246 Liège 2 4020 Liège Courriel : cracpe@skynet.be
Permanence téléphonique : 04.232 01 04 du lundi au vendredi 17H – 18H30
Editeur responsable: Freddy Delava, rue Boulboule 33, 4400, Flémalle. Ne pas jeter sur la voie publique